



Syndicat Intercommunal
d'Alimentation en Eau Potable
SAINT-AVÉ / MEUCON



DEPARTEMENT du MORBIHAN

C O N V E N T I O N

**entre : la Commune de SAINT-AVÉ, le SIAEP de Saint-Avé Meucon
et SAUR**

**pour la facturation et le recouvrement des redevances
et taxes d'assainissement collectif par le gestionnaire de l'eau potable**

ENTRE :

La Commune de SAINT-AVÉ, représentée par son Maire, Madame Anne GALLO, dûment habilitée à la signature des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du , désignée dans le texte qui suit par l'appellation "La Collectivité",

d'une part,

Le SIAEP de SAINT-AVE MEUCON, représenté par son Président, Monsieur Thierry EVENO, dûment habilité à la signature des présentes en vertu d'une délibération du Comité syndical du 10 février 2016, désigné dans le texte qui suit par l'appellation "Le SIAEP",

ET

Saur, Société par Actions Simplifiée au capital de 101 529 000 euros, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 339 379 984, dont le Siège Social est 11 chemin de Bretagne – 92130 ISSY LES MOULINEAUX, représentée par Monsieur Emmanuel DURAND, Directeur Régional Morbihan, désignée dans le texte qui suit par l'appellation "la Société",

d'autre part,

PREAMBULE :

La Société assure, aux termes d'un contrat de prestation de service, l'exploitation du service public d'eau potable du SIAEP de SAINT-AVÉ MEUCON.

La Collectivité assure l'exploitation de son service public d'assainissement collectif.

Conformément à l'article R2224-19-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Collectivité a souhaité confier à la Société, exploitante du service de l'eau potable du SIAEP, le recouvrement pour son compte de la redevance due par les usagers du service d'assainissement collectif, suivant les bases tarifaires définies par elle.

La présente convention précise les modalités de facturation, de perception et de reversement des redevances et taxes d'assainissement collectif par la Société,

Elle est établie conformément au décret n°2015-1670 du 14 décembre 2015 portant dispositions relatives au mandat confié par les collectivités territoriales, en application des articles L1611-7 et L.1611-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Elle fait l'objet d'un avis conforme du trésorier de Vannes Ménimur en date du 16 novembre 2016.

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet de la présente convention et définitions

Les parties s'accordent sur les définitions suivantes pour l'application de la présente convention :

- **branchement eau potable de référence** : branchement eau potable utilisé pour établir le volume facturé.

- **branchement assainissement** : dispositif raccordant la boîte de raccordement à la canalisation publique d'assainissement. Le branchement assainissement peut présenter les caractéristiques suivantes :
 - Le branchement raccordé : les installations privées sont raccordées (conformément à la réglementation) à la boîte de raccordement.
 - Le branchement raccordable : les installations privées ne sont pas raccordées ou sont mal raccordées (raccordement non conforme à la réglementation) à la boîte de raccordement.
 - Le branchement non raccordé autorisé : les installations privées ne sont pas raccordées à la boîte de raccordement par autorisation de la Collectivité.
- **date d'assujettissement** : date à partir de laquelle le propriétaire est redevable de la taxe d'assainissement, c'est-à-dire date à laquelle le branchement est raccordable ou date décidée par la Collectivité.
- **date de mise en service** : date à partir de laquelle le client est redevable de la redevance d'assainissement, c'est-à-dire date à laquelle le branchement est raccordé ou date de mise en conformité du branchement.
- **redevance d'assainissement** : correspond à la somme due par le client (TVA incluse, en cas d'assujettissement) perçue en contrepartie du service de l'assainissement pour les branchements raccordés.
- **taxe d'assainissement** : correspond à la somme due par le propriétaire, au moins équivalente à la redevance d'assainissement, instituée par la Collectivité pour les branchements raccordables.
- **SI** : Système d'Information de gestion clientèle.

Dans les immeubles collectifs d'habitation ou les ensembles immobiliers de logements ayant opté pour l'individualisation des contrats de fourniture d'eau, un branchement eau potable de référence dessert l'ensemble des abonnés individuels de l'immeuble et les factures sont établies sur la base des volumes d'eau enregistrés aux compteurs individuels et au compteur général d'immeuble. En ce cas, à une même adresse de branchement sont associés plusieurs abonnés ou propriétaires redevables des redevances ou taxes d'assainissement.

La présente convention fixe les conditions générales de recouvrement des redevances et taxes d'assainissement pour les abonnés et propriétaires disposant d'un branchement assainissement :

- ayant un branchement assainissement raccordé ou raccordable et un branchement eau potable de référence géré par la Société,
- dont la redevance d'assainissement est appliquée sans coefficient de correction ni forfait, ou dont la taxe d'assainissement est équivalente à la redevance d'assainissement,
- ayant la même périodicité de facturation que celle applicable pour l'eau potable.

La Collectivité charge la Société, qui l'accepte, de recouvrer pour son compte les redevances et taxes d'assainissement des abonnés et propriétaires redevables disposant d'un branchement assainissement aux conditions suivantes.

Ce recouvrement inclut les redevances de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne, ainsi que les droits et taxes que cette redevance supporte.

Article 2 - Gestion des contrats des abonnés et propriétaires redevables

2.1 Nouveau branchement assainissement

Lors de la réalisation d'un nouveau branchement assainissement, la Collectivité fait son affaire de la collecte des données relatives au branchement ainsi que de l'information du propriétaire et/ou de l'abonné.

Toutefois, la Société est tenue, lors de la demande d'un devis pour la réalisation d'un nouveau branchement d'eau potable, d'informer par écrit le demandeur dès que possible, et au plus tard à l'établissement du devis, de la nécessité de prendre contact avec la Collectivité pour l'évacuation de ses eaux usées.

Pour un nouveau branchement assainissement, la Collectivité se charge de la souscription du contrat de déversement au service de l'assainissement et communique les données correspondantes à la Société dans les conditions prévues à l'article 3 ci-après.

2.2 Branchement assainissement existant

Pour un branchement assainissement existant dont les données sont déjà gérées dans son SI, la Société applique les dispositions des articles L. 111-1, L. 111-2, R. 111-1 et R111-2 et du Code la Consommation relatifs aux informations précontractuelles et au droit de rétractation et est autorisée à adresser au nouvel abonné du service de l'eau une première facture, dite "facture-contrat", faisant apparaître la redevance d'assainissement et valant à la fois souscription des contrats d'abonnement au service de l'eau et de déversement au service de l'assainissement.

La Collectivité peut demander à la Société, au plus une fois par trimestre, les données mises à jour concernant chaque branchement assainissement ayant fait l'objet d'une facture-contrat ; la transmission des données s'effectue par fichier électronique sous format Excel ou équivalent. Pour tous les nouveaux abonnés au service de l'assainissement collectif, la Société est chargée de la diffusion du règlement du service de l'assainissement collectif, par mail ou courrier postal.

A la résiliation du contrat d'abonnement au service de l'eau, la Société émet une facture d'arrêt de compte tant pour le service de l'eau que pour celui de l'assainissement.

Article 3 - Gestion des données des abonnés et propriétaires redevables

Les attributions de la Société seront les suivantes :

- Chaque trimestre, remise à la Collectivité de la liste des nouveaux abonnés au service d'eau sur laquelle celle-ci indiquera les abonnés passibles de la redevance d'assainissement, ainsi que les abonnés bénéficiant des réductions prévues par la législation et tous autres cas particuliers, notamment les industriels titulaires d'une convention spéciale de déversement et les usagers spécifiques relevant de l'application des articles L.1331-1 et L.1331-8 du Code de la Santé Publique. La Collectivité a seule qualité pour décider qu'un abonné doit, ou non, être assujéti au paiement de la redevance d'assainissement.
- à partir de cette liste visée par la Collectivité, établissement d'un fichier en vue de la facturation de la redevance,
- tenue à jour dudit fichier, compte tenu des mutations et résiliations d'abonnement de fourniture d'eau sur laquelle est basée la redevance d'assainissement collectif, et des modifications qui seront notifiées par la Collectivité à Saur, deux mois avant la date de mise en recouvrement des factures de vente d'eau,
- incorporation sur les factures de vente d'eau du montant de la redevance d'assainissement collectif,
- encaissement auprès des usagers,

- établissement d'un bordereau des encaissements permettant à la Collectivité de contrôler le bien-fondé des sommes encaissées pour son compte,
- versement dans la Caisse du Receveur de la Collectivité du produit de la redevance d'assainissement collectif, après envoi de l'avis de virement au Trésorier de Vannes Ménimur.

La Société est également chargée de la facturation et du recouvrement des majorations dues pour non-paiement des redevances et des pénalités éventuellement décidées par la Collectivité, applicables aux immeubles raccordables, mais non raccordés, conformément au Code de la Santé Publique.

Entre la mise en service de l'égout et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, la Collectivité peut, en application de l'article L.1331-1 du Code de la Santé Publique, décider de percevoir auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance d'assainissement collectif.

La Société en assurera alors le recouvrement et le reversement dans les mêmes conditions que la redevance d'assainissement.

La Société communique, annuellement, avant le 31 décembre, à la Collectivité, les données de son SI mises à jour ; la transmission des données s'effectue par fichier électronique sous format Excel ou équivalent.

Article 4 - Facturation des redevances et taxes d'assainissement collectif

4.1 La Collectivité est seule responsable de l'établissement des tarifs et de la collecte des redevances applicables au service de l'assainissement. Elle adresse, au plus tard **deux mois** avant la date de chaque facturation, à la Société, la délibération déterminant les tarifs à appliquer. En l'absence de notification faite à la Société, celle-ci reconduit les tarifs fixés pour la période de consommation précédente.

La Collectivité indique également à la Société (suivant les mêmes règles que ci-dessus) la valeur des taxes et, le cas échéant, des coefficients de majoration applicables aux propriétaires de branchements raccordables ou toute autre précision nécessaire à la facturation.

Pour les assujettissements ou les mises en service de branchements assainissement en cours de période de facturation, la Collectivité indique à la Société l'index du compteur d'eau relevé ainsi que la date d'assujettissement ou de mise en service.

4.2 La Société calcule le montant de la redevance ou taxe, dû par l'abonné ou le propriétaire, au titre de l'assainissement collectif. Elle porte ce montant sur la même facture que celle afférente aux sommes dues au titre de la fourniture d'eau potable mais séparément de ces sommes, conformément à la réglementation. Elle fait figurer les coordonnées complètes de l'exploitant assainissement (adresse et n° de téléphone du point d'accueil) ainsi que le numéro d'urgence. Elle met en recouvrement les factures ainsi complétées.

En aucun cas la Société n'aura à établir de facturation particulière.

La Société établit les factures aux périodes prévues dans son marché de prestation de service pour l'exploitation de distribution publique d'eau potable. A la date de signature de la présente convention, les périodes de facturation sont les suivantes :

- courant décembre : l'abonnement correspondant au 1^{er} semestre de l'année suivante, ainsi que les consommations de l'année écoulée, déduction faite de l'acompte facturé en juin précédent.

- courant juin : l'abonnement correspondant au deuxième semestre de l'année en cours, ainsi qu'un acompte sur consommation, auquel est appliqué le tarif de l'année en cours.

En cas de modification de ces périodes, le SIAEP et/ou la Société informe la Collectivité dans les meilleurs délais.

La Société ne peut être tenue pour responsable des retards à la facturation ou à l'encaissement qui seraient occasionnés par des causes indépendantes de sa gestion propre, par exemple par un retard à l'approbation de ses tarifs contractuels de vente d'eau. Elle n'aura, en aucun cas, à établir de facturation provisoire ni de facturation spéciale pour les redevances et taxes d'assainissement collectif.

Article 5 - Encaissement des redevances et taxes d'assainissement et gestion des recettes encaissées à tort

La Société encaisse les redevances et taxes d'assainissement collectif en même temps que les sommes relatives à l'eau.

Elle établit un bordereau des encaissements permettant à la Collectivité de contrôler le bien-fondé des sommes encaissées pour son compte,

Conformément aux dispositions de l'article 2 du décret n°2015-1670 du 14 décembre 2015 la Société est chargée du remboursement des recettes encaissées à tort auprès des abonnés. Elle remet à la Collectivité toutes les pièces justificatives nécessaires au contrôle du remboursement des recettes encaissées à tort. Ces pièces sont jointes au décompte définitif annuel visé à l'article 6.

Article 6 Versement du produit des redevances et taxes d'assainissement collectif

Afin de faciliter le circuit financier des reversements, les fréquences de reversement à la Collectivité des produits de la redevance encaissés seront identiques à celles inscrites dans le marché de prestation de service pour l'exploitation du service eau potable, et ses avenants, à savoir :

- ✧ 6 acomptes de 15% chacun du montant des redevances annuelles encaissée l'année n-1, versés :
 - Le 15 janvier de l'année N
 - Le 15 mars de l'année N
 - Le 15 mai de l'année N
 - Le 15 juillet de l'année N
 - Le 15 septembre de l'année N
 - Le 15 novembre de l'année N

✧ Le solde tel que défini ci-dessous est versé au 1^{er} juin de l'année N+1, lors de l'établissement du bilan définitif.

L'exercice N porte sur la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année N.

Un état justificatif est envoyé systématiquement lors de chaque versement d'acompte (part fixe et part variable) avec le taux d'encaissement global.

Le reversement des acomptes dans les caisses de la Collectivité intervient sur la base d'un arrêté des encaissements 15 jours précédant l'échéance de l'acompte concerné.

Chaque année, avant le 15 janvier de l'année N+1, la Société soumet à la Collectivité un bilan provisoire des recettes émises au cours de l'exercice antérieur, du nombre d'abonnés et des volumes consommés.

La Société établit avant le 1er juin N+1 un bilan annuel définitif des produits encaissés pour le compte de la Collectivité.

Ce bilan définitif fait apparaître l'état récapitulatif de la facturation de l'année N-1, décomposé en quantités et en prix unitaires et détaillés en part fixe, part variable, TVA et redevances annexes éventuelles :

a) Crédit

- montant des redevances et taxes mises en recouvrement au titre de la facturation de l'année N,
- montant des régularisations au titre des années antérieures détaillées par année,
- montant des impayés recouverts des années antérieures.

b) Débit

- montant global des impayés de l'année N à la date de présentation du décompte. En annexe à ce compte, la Société présente l'état des redevances remises au Receveur de la Collectivité pour recouvrement (cf article 7 ci-après),
- montant des régularisations au titre des années antérieures détaillées par année,
- montant des acomptes versés à la Collectivité,
- montant des impôts et taxes imputables à l'encaissement de la redevance, le cas échéant.

c) Solde

Le montant du solde à verser à la Collectivité est égal à la différence entre a) et b) ci-dessus.

Seront clairement mentionnés sur ce bilan :

- Le volume facturé
- Le nombre de factures émises
- Le taux de mensualisation
- Les volumes et produits des consommations facturés par tranche de consommation
- Le nombre d'abonnés et les volumes facturés aux abonnés raccordés sur Vannes.

Dès la présentation du décompte annuel à la Collectivité, cette dernière dispose de deux mois pour formuler ses observations. En l'absence de celles-ci dans le délai précité, le décompte sera tacitement accepté. Le solde du décompte, diminué des acomptes définis ci-dessus, sera versé à la Collectivité sur demande écrite de celle-ci. En tout état de cause, et sans demande de sa part avant le 1^{er} septembre N+1, le règlement sera effectué à cette date.

Toute somme non versée à ces dates porte intérêt au taux légal en vigueur.

Article 7 - Impayés, recouvrement et instruction des litiges

En aucun cas, la Société ne peut être tenue pour responsable vis-à-vis de la Collectivité du non paiement des redevances et taxes d'assainissement collectif.

Après avoir utilisé des moyens mis à sa disposition par le règlement du service de l'eau, à l'exclusion des procédures contentieuses, la Société établit et adresse tous les 6 mois à la demande de la Collectivité un état des redevances et taxes mises en recouvrement depuis plus de trois mois et non recouvrées. En cas de paiement partiel, sauf demande spécifique du client, le montant du règlement est imputé au prorata des redevances et taxes facturées.

Si la Société parvient à encaisser ultérieurement une somme figurant à cet état des impayés, les sommes ainsi encaissées avec retard ainsi que les pénalités éventuelles prévues par la réglementation, sont ajoutées par la Société au versement du décompte annuel suivant et font l'objet d'une ligne spéciale sur l'état global correspondant.

Toutes les réclamations ou demandes d'explications relatives au service de l'assainissement présentées par les abonnés ou les propriétaires sont instruites et traitées par la Collectivité. En cas de réception d'une réclamation de ce type par la Société, celle-ci informe l'abonné ou le propriétaire des coordonnées de la Collectivité et transmet sans délai à la Collectivité toutes les correspondances relatives au service de l'assainissement (demandes d'informations, réclamations, contestations...) qui lui sont le cas échéant adressées.

La Collectivité informe par écrit la Société des décisions qu'elle est amenée à prendre en matière de dégrèvement sur le montant de la redevance due par certains abonnés et lui indique la nature et le montant des régularisations à effectuer.

La Collectivité garantit la Société contre tout recours qui serait exercé à son encontre par des abonnés au service de l'assainissement, à l'exception d'un manquement de la Société aux obligations qui lui incombent au titre de la présente convention.

La Collectivité conserve l'entière responsabilité de l'exploitation du service public d'assainissement collectif et, en particulier, l'ensemble des obligations fiscales notamment celles relatives à la déclaration et au reversement de la Taxe à la Valeur Ajoutée.

Article 8 - Rémunération de la Société

Les tâches relatives au recouvrement des redevances et taxes d'assainissement collectif incombant à la Société en application de la présente convention sont rémunérées, en valeur de base hors taxes au 1^{er} janvier 2016 :

- par facture traitée et émise portant perception des redevances et taxes : **2,00 €**

Les prix à appliquer à chaque facturation sont obtenus en multipliant ce tarif de base par le coefficient K donné par la formule définie ci-après, dans laquelle les valeurs de base des paramètres à prendre en compte seront les valeurs connues au 1^{er} octobre 2015 :

$$K = (0,10 + 0,10 \frac{FSD2}{FSD2o} + 0,80 \frac{S}{So})$$

où :

FSD2o	indice des frais et services divers "2", base 100 au 1 ^{er} juillet 2004, valeur connue au 1 ^{er} octobre 2015	125
	(MTPB n° 5833 le 11.09.2015)	
So	indice du coût horaire du travail révisé tous salariés (ICTrev-TS), base 100 en décembre 2008, valeur connue au 1 ^{er} octobre 2015, soit :	115,1
	(site internet INSEE le 08.07.2015)	

Pour le calcul de la formule, les valeurs des paramètres FSD2 et S seront celles connues au 1^{er} octobre pour la détermination de la rémunération de la Société applicable à partir du 1^{er} janvier de l'année suivante.

Si l'un des indices ci-dessus n'est plus publié, la Société proposera à la Collectivité son remplacement par un indice représentant sensiblement le même élément constitutif du prix, en indiquant les conditions de son raccordement. Les parties signataires se mettront d'accord par simple échange de courrier.

La Société adresse à la Collectivité, en même temps que le versement du solde visé à l'article 5, une facture établie sur cette base. La somme correspondante est réglée par la Collectivité à la Société dans les délais fixés par la réglementation en vigueur. Toute somme non versée dans ces délais ouvre droit à l'application d'intérêts au taux légal.

Article 9 - Dispositions diverses

Les signataires de la présente convention s'engagent à procéder aux déclarations et informations requises dans le cadre de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Chacun des signataires se réserve la possibilité de vérifier auprès de l'autre que ces obligations ont bien été remplies.

Article 10 - Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, la Collectivité et la SIAEP font élection de domicile : Mairie – Place de l'Hôtel de Ville – BP 40020 – 56891 SAINT AVÉ CEDEX.

La Société fait élection de domicile à l'adresse suivante : 23 bis rue de la Gare – 56690 LANDEVANT.

Article 11 - Durée et entrée en vigueur

La présente convention prend effet à la date à laquelle elle aura acquis son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour la durée du contrat d'exploitation du service de distribution d'eau potable intervenu entre la Société et le SIAEP de SAINT-AVE MEUCON, soit jusqu'au 31 décembre 2018.

Toutefois, si ledit contrat venait à prendre fin pour quelque cause que ce soit avant son échéance contractuelle, la présente convention prendrait également fin à la même date.

Elle cesse de plein droit de s'appliquer si la Collectivité opte pour un mode d'exploitation différent de son service public d'assainissement collectif.

A SAINT-AVÉ, le

Pour la Collectivité,
La Maire,
Anne GALLO

A LANDEVANT, le

Pour la Société,
Le Directeur Régional,
Emmanuel DURAND

A SAINT-AVE, le

Pour le SIAEP
Le Président,
Thierry EVENO